

L'UNITÉ OUVRIÈRE AU CONGRÈS DE MONTPELLIER

par

Pierre MONATTE.

(1)

Vers la fin de ce mois de septembre 1952 on commémorera à Montpellier le Congrès confédéral qui se tint dans cette ville en 1902 et qui scella l'unité ouvrière, c'est-à-dire l'unité entre la *Confédération générale du Travail* et la *Fédération des Bourses du travail*.

La section de l'Hérault du *Syndicat national des Instituteurs* a pris l'initiative de cette manifestation. On doit l'en féliciter. Ce sera mieux qu'une manifestation du souvenir ouvrier. Ce sera l'occasion de mesurer le chemin parcouru en cinquante années par le mouvement syndical de ce pays. Tout naturellement le problème actuel de l'unité syndicale pourra être examiné; certes, il se pose autrement qu'en 1902; mais les difficultés surmontées alors montrent qu'il n'est pas de difficultés insurmontables. On pourra aussi rechercher dans quelle mesure les espoirs qui animaient alors le mouvement se sont réalisés; et surtout envisager tout ce qui reste à accomplir. Pour les anciens, c'est l'occasion d'un utile examen de conscience. Pour les jeunes, ce sera peut-être l'occasion de se rendre compte que le mouvement ouvrier demande à ne pas être regardé simplement sous son aspect journalier mais, d'un peu plus haut, dans sa marche ininterrompue.

Alors les militants sortaient à peine des luttes de l'affaire Dreyfus et de la résistance passionnée au millerandisme. Je me revois tombant en arrêt, dans une rue de Valenciennes, devant un dessin de Steinlen en tête de l'un des premiers numéros de «*l'Assiette au beurre*». Une réunion du comité de grève des mineurs de Montceau, sous la lampe à pétrole. Les camarades dépouillent le courrier de la solidarité. Quelqu'un demande:

- *Et le citoyen ministre, qu'est-ce qu'il envoie?* - ... *Quelques milliers de soldats.*

Le mouvement syndical français n'imaginait pas qu'il puisse devenir un rouage de l'État; il refusait de s'enfermer dans le cadre du régime capitaliste. Il avait l'ambition de briser ce cadre. Certes, il n'y a pas encore réussi. Parfois même on peut se demander s'il n'y a pas tout bonnement renoncé. Alors on repense à ceux qui, guesdistes ou anarchistes, nous parlaient de «*l'impasse syndicale et corporative*». Mais le souvenir des grandes vagues de fond ouvrières de 1906, de 1919, de 1936 suffit à balayer ces interrogations et ces craintes.

Il n'est pas sans intérêt, je crois, de recopier ici ce que la troisième et dernière circulaire de la commission d'organisation appelait l'ordre du jour définitif du Congrès national corporatif de Montpellier (1902):

1- a- Rapport de la Commission d'organisation. - b- Rapport du Comité confédéral et de la *Voix du Peuple*.

2- L'unité ouvrière.

3- Enquête sur la grève générale. - a- Quel est le meilleur moyen d'organiser les Syndicats, les Fédérations et les Bourses du travail pour renverser et remplacer la classe capitaliste? - b- Comment assurer la Production, l'Échange et la Consommation?

(1) Publiée dans la *Révolution prolétarienne* d'août-septembre 1952. Elle deviendra le sixième chapitre de *Trois scissions syndicales*, Les Éditions ouvrières, 1958.

Suivons, nous aussi, cet ordre du jour.

Le démarrage de 1901.

Le rapport de Griffuelhes, secrétaire de la Confédération depuis dix mois, succédant à Guérard qui lui-même avait remplacé Copigneaux et Lagailse, est plein d'allant et d'espérance. La C.G.T., qui piétinait depuis sa fondation en 1895, a démarré au lendemain du congrès de Lyon (1901).

Elle a rallié en dix mois une trentaine de Fédérations de métier ou d'industrie, dont treize nouvelles; d'autres adhésions sont en vue.

A l'élection du bureau confédéral, Griffuelhes a été désigné par 76 voix sans concurrent comme secrétaire. Par contre, Pouget, au secrétariat adjoint, spécialement chargé de la *Voix du Peuple*, ne l'a emporté que par 52 voix contre 30 à Raoul Lenoir, candidat des éléments réformistes.

Le rapport retrace l'agitation pour la suppression des bureaux de placement, appuyant l'action de la *Fédération des Coiffeurs*; les manifestations de sans-travail contre le chômage, sur la proposition de la *Fédération de l'Ameublement*; les premiers efforts de la lutte antimilitariste pour attirer les soldats dans les *Bourses du travail*; il reproduit le questionnaire d'une enquête sur la grève générale, en vue de préparer la discussion décidée au congrès de Lyon pour le congrès suivant, celui de Montpellier.

Ce questionnaire, il nous faudra le reprendre quelque jour. En voici toutefois la conclusion:

Vous vous prions donc (sans vous étendre sur les moyens propres à donner la victoire au peuple) de nous faire connaître, en supposant le peuple maître de la situation, comment vous pratiqueriez pour réorganiser la production dans votre corporation et comment vous concevez que pourrait s'assurer la circulation et la répartition des produits?

1- Comment agirait votre Syndicat pour se transformer de groupement de lutte en groupement de production?

2- Comment opéreriez-vous pour prendre possession de l'outillage vous afférant?

3- Comment concevez-vous le fonctionnement des usines et ateliers réorganisés?

4- Si votre Syndicat est un groupement de voirie, de transport de produits, de transport de voyageurs, de répartition de produits, etc..., comment concevez-vous son fonctionnement?

5- Quelles seraient, une fois la réorganisation accomplie, vos relations avec votre Fédération de métier ou d'industrie?

6- Sur quelles bases s'opérerait la distribution des produits et comment les groupes productifs se procureraient-ils les matières premières?

7- Quel rôle joueraient les Bourses du travail dans la société transformée et quelle serait leur besogne au point de vue de la statistique et de la répartition des produits?

A l'exemple des trade-unions anglaises et américaines, la C.G.T. a entrepris d'acclimater le label, mais sans grand succès.

Elle a participé à la conférence de Stuttgart (juin 1901), convoquée par les syndicats allemands, destinée à créer un organisme international. Le rapport relate les points de vue qui se sont opposés:

«L'Allemagne, sous le prétexte qu'il se tient des Congrès socialistes internationaux où s'élaborent les idées générales, opina pour des Conférences, disant que faire des Congrès syndicaux ce serait faire un double emploi.

La France et la Hollande objectèrent que, chez eux, il y a une situation particulière: les syndicats vivent d'une vie propre, indépendante, ont une théorie, des idées générales et ne sont inféodés à aucune école socialiste politique; par cela même leur opinion fut pour des Congrès internationaux syndicaux.

L'opinion de l'Allemagne prévalut par dix voix contre deux; c'est donc par des Conférences que se traiteront les relations syndicales internationales».

Naturellement les manifestations d'activité de la C.G.T. n'allaient pas sans soulever des critiques, quelquefois injurieuses et violentes, notamment de la part de la presse socialiste. Il est significatif qu'un manifeste du Comité confédéral mettant en garde contre la campagne de désunion syndicale à laquelle se livre le journal *la Petite République* (*) ait été voté par le Comité confédéral unanime. Au cours de la discussion au congrès, Pouget évoquera un exploit de *la Petite République*, digne précédent de celui du *Réveil du Nord* quelques années plus tard:

«Si nous avons publié un manifeste, c'est que nous y avons été forcés par les attaques successives de la Petite République, dont la mauvaise foi est un fait avéré. Je ne vous signalerai qu'un exemple. En 1899, au moment des travaux de l'exposition, la fédération du Bâtiment avait jugé le moment opportun d'engager une grève générale, mais à cette époque une question politique battait son plein. C'était l'affaire Dreyfus, et il ne fallait pas détourner de cette affaire par une grève. Pour y arriver, la Petite République prit tous les moyens, elle publia un petit filet disant que dans les rangs des ouvriers poussant à cette grève se trouvaient des agents du duc d'Orléans. Émus, nous téléphonions aussitôt à Gérault-Richard, Guérard tenant un récepteur et moi l'autre, il nous fut répondu que Gérault-Richard était absent mais qu'il avait les preuves de ce qui était avancé dans le filet en question. A la Bourse spontanément furent soupçonnés Guérard et Riom. Ce dernier, secrétaire de la fédération du Bâtiment, découragé, s'est depuis retiré de la lutte et s'il n'est pas aujourd'hui parmi nous la cause en est pour beaucoup à ces calomnies.

Au moment du procès de la Haute-Cour, au cours des débats, alors que les accusations de la Petite République devaient être prouvées, il ne fut produit rien, rien!

J'en appelle au camarade Guérard qui ne me démentira pas».

La C.G.T. avait créé en décembre 1900 son organe hebdomadaire, la *Voix du Peuple*. Elle était ambitieuse et voyait dans un proche avenir l'hebdomadaire se transformer en quotidien. Hélas! Cette transformation ne devait jamais se produire. Selon le rapport de 1902, le chiffre des abonnés à la *Voix du Peuple* s'élevait seulement à 1.600. Par la faute des syndicats et de leurs militants? Sans doute. Davantage encore parce qu'on n'avait pas su trouver la bonne formule, conciliant les désirs du militant et les besoins de l'agitation de masse. Reconnaissons, à la décharge de Pouget et des militants d'il y a cinquante ans, que la bonne formule n'a pas encore été trouvée, puisqu'aucune des trois ou quatre Confédérations d'aujourd'hui n'a son quotidien et que leurs hebdomadaires, malgré les effectifs qu'elles déclarent, traînent la patte.

Au vote sur le rapport du Comité confédéral, au Congrès de Montpellier, après une large discussion, comme on n'en voit plus guère, 351 voix s'affirmèrent pour; une seule contre; 37 bulletins blancs. Les réformistes n'avaient pas osé engager la lutte carrément; mais ils avaient soulevé la question de la représentation proportionnelle dont ils devaient faire leur cheval de bataille deux ans après au Congrès de Bourges.

L'unité ouvrière.

En 1902, c'est à qui des Fédérations de métier ou d'industrie et des Bourses du travail prendra la tête du mouvement. Les Fédérations existantes sortent de leur isolement, d'autres se créent. Toutes cependant ne rejoignent pas la C.G.T.; celle des mineurs notamment, bien qu'elle soit la plus forte et la plus secouée par les événements. Déchirée par les luttes internes aussi. Les autres bassins miniers reprochent au Pas-de-Calais et à la Fédération de n'avoir pas soutenu les mineurs de Montceau et de n'avoir pas su organiser la grève générale corporative, dont on parle chez les mineurs depuis quinze ans déjà. Après la grève générale des mineurs de 1902, les éléments révolutionnaires du Pas-de-Calais, guesdistes en tête, formeront leur jeune syndicat.

Mais les Métaux, le Bâtiment, l'Alimentation, les Cuirs et Peaux, les Coiffeurs animent la nouvelle étape de la C.G.T.

(*) Ce journal, à l'origine «*républicain*», sera, jusqu'à la création de «*l'Humanité*» par JAURÈS, le principal porte-parole des socialistes-politiques, plus soucieux de leurs carrières étatiques que de l'action de classe des salariés. Il sera tour-à-tour dirigé par MILLERAND, GUESDE, JAURÈS, entre-autres. (Note A.M.).

(**) Ce journal, à l'origine radical, deviendra rapidement lui aussi le porte-parole des socialistes-politiques, particulièrement guesdiste. Les menées de ceux-ci se manifesteront sans cesse par cette voie, notamment avant le Congrès d'Amiens en 1906, pour affilier le syndicalisme à leurs actions étatiques. (Note A.M.).

La C.G.T. n'a pas su depuis sa fondation à Limoges en 1895 se donner un programme d'action, un but et une base. Elle veut embrasser toutes sortes d'organisations à la fois, les syndicats, les Fédérations de métier, les Bourses du travail; en fait elle n'embrasse pas grand-chose.

Il faut dire que les Fédérations de métier existantes restent repliées sur elles-mêmes et n'éprouvent pas le besoin du coude à coude entre elles. Ce sera l'œuvre de Griffuelhes et de Pouget de les amener à sortir de leur isolement corporatif afin de s'épauler et de s'entraider. Œuvre délicate, car la C.G.T. entend respecter la liberté de chaque Fédération. Griffuelhes souvent au début apparaissait comme un juriste tâtilon. Toujours il brandissait les statuts, se refusant à intervenir, même pour aider, si la Fédération n'avait pas fait appel à la C.G.T. Il ne s'agissait pas de diriger, il s'agissait de laisser pleine liberté de mouvement aux Fédérations et de ne les appuyer que selon leur propre désir. C'est ainsi que les Fédérations peu à peu prirent confiance en elles et se regardèrent, peut-être inconsciemment d'abord, comme l'élément entraîneur au sein du mouvement. Elles se sont rattrapées par la suite. Aujourd'hui - et surtout depuis 1918 - elles regardent les Unions départementales en parents pauvres. A quel titre? On ne le voit pas très bien. Elles ne feraient pas mal de mesurer ce qu'elles ont fait de mieux.

Les social-démocrates ont accrédité la légende que le syndicalisme révolutionnaire fut l'œuvre exclusive des anarchistes. Rien n'est moins vrai. Les allemanistes, pour ne parler que d'eux, ont certainement contribué beaucoup plus à son élaboration et à ses premiers efforts. Le P.O.S. (parti ouvrier socialiste) fut le premier champion de l'idée de grève générale. Mais il fournit davantage de militants de base que de figures connues. Bourderon et Lévy venaient de l'allemanisme. Regardons la première équipe de la C.G.T.:

Griffuelhes, venu du blanquisme, Bousquet, Luquet, Robert, venus du guesdisme. Seuls Pouget et Delesalle venaient de l'anarchisme. Mais Pouget, très influencé par le trade-unionisme anglais au temps où il s'était réfugié à Londres, était sur la fin de sa vie un anarchiste aussi peu orthodoxe que Pelloutier. Quant à Garnery, Latapie, Galantus, ils étaient moins marqués par les différentes écoles socialistes que par leur propre expérience syndicale et leur résistance au millerandisme (*), ou bien encore par la fréquentation des universités populaires.

Le grand mérite de Pouget, ç'aura été dans cette période de nettoyer l'idée de grève du discrédit jeté sur elle par nombre d'échecs partiels, mais aussi par tant de doctrinaires socialistes ou anarchistes, et de dégager la conception de l'action directe. Sans oublier son souci, inspiré évidemment de l'anarchisme, de former des militants et des hommes. Il fut, comme porte-plume de la *Voix du Peuple*, le porte-parole d'une génération inexperte à s'exprimer, mais qui était consciente de rénover le mouvement ouvrier.

Les Fédérations de métier ou d'industrie, à ce moment, prennent le pas sur les Bourses du travail. Il ne sera pas étonnant que dans le contrat de mariage entre la section des Fédérations et la section des Bourses, le secrétariat général de la C.G.T. unifiée revienne au secrétaire de la section des Fédérations.

Il est vrai que la Fédération des Bourses du travail a perdu de son élan. Pelloutier est mort depuis un an et demi. Son successeur Yvetot manque d'expérience. Surtout, sur les Bourses du travail pèse le poids du subventionnisme municipal. Comment garder la liberté du révolutionnaire quand on est obligé de compter pour équilibrer son budget sur des subventions qui peuvent se refuser? *L'Office de statistique et de placement* fondé avec une subvention de 10.000 francs au lendemain de l'exposition de 1900, pour faciliter la résorption du chômage à Paris et le placement hors de la capitale des travailleurs en surnombre, est une trop bonne cible. Le besoin qui l'avait fait naître disparu, les militants qui avaient la responsabilité de l'Office, ne réussissent pas à l'adapter aux besoins réels des chômeurs; ils ne trouvent pas non plus l'aide nécessaire auprès des secrétaires de Bourse astreints à des besogne locales de placement. Il faut abandonner. Albert Lévy passera de l'Office à la trésorerie de la C.G.T.

(*) De Alexandre MILLERAND; ainsi était nommé en ce temps-là la subordination de l'action syndicale à l'action politique, MILLERAND étant devenu ministre. Elle précéda les autres expressions, telle «guesdisme», à partir de 1906 notamment, bien que GUESDE ne devint ministre qu'en 1915. Pas de chance pour JAURÈS, il devint jamais ministre, et son attitude envers la «Verrerie ouvrière» l'avait tellement discrédité dans la Confédération... qu'il n'y eu jamais de «jaouessisme». (Note A.M.).

A distance, le problème de l'unité ouvrière résolu au congrès de Montpellier apparaît comme tout simple. Pourtant à quelles difficultés il s'était heurté pendant dix ans! Quel effort Niel dut accomplir pendant deux ans, de Congrès confédéral en Congrès des Bourses, pour convaincre de la possibilité et de l'utilité de l'unité. La persistance de l'isolement des Fédérations et des Bourses du travail pouvait fort bien être consacrée à Montpellier. L'organisme nouveau n'apparaissait pas nettement. Un courant, avec Guérard, des Cheminots, voulait que seuls les syndicats adhèrent à la C.G.T. Les partisans fanatiques des Fédérations les voyaient facilement seules à composer la C.G.T. Quant à la Fédération des Bourses, elle avait peur de se fondre dans un organisme nouveau. Il faut noter que les deux principaux artisans de l'unité ouvrière - en dehors du courant de fond des syndicats en faveur d'une seule maison - furent deux militants de province, Niel, le secrétaire de la Bourse du travail de Montpellier, et Bourchet, un militant lyonnais, secrétaire de la Fédération du cuivre. C'est ce dernier qui fut devant le congrès le rapporteur désigné par la commission de l'unité et se montra, écrivait peu après M. Charles Rist, comme un remarquable *debater*. La fin de ces deux militants de valeur devait être pénible. Le mouvement ne sut pas leur faire la place qu'ils méritaient. Il les perdit. Niel, froissé, passa dans le camp réformiste quelques années après pour devenir secrétaire confédéral... trois ou six mois. Bourchet, appelé au secrétariat des métaux à la fusion avec le cuivre, ne trouvant pas à Paris l'accueil fraternel qu'il méritait se retira. Merrheim vint le remplacer.

La C.G.T. formée de deux sections, celle des Fédérations et celle des Bourses, devait naturellement prendre un réel essor du moment que les Bourses s'employaient à faire adhérer les syndicats de leur ressort à leurs Fédérations respectives et que les Fédérations engageaient leurs syndicats à prendre place dans leurs Bourses du travail. Par la double obligation pour les syndicats confédérés d'adhérer à une Fédération et à une Bourse, Fédérations et Bourses devaient se trouver automatiquement renforcées. C'est ce qui se produisit.

Force organique décuplée, force morale donnée par le sentiment qu'on allait enfin se battre tous les ouvriers unis, voilà ce qui sortit du congrès de Montpellier en 1902.

On le voit, le problème de l'unité ouvrière se pose différemment aujourd'hui. Il est plus difficile à résoudre. Ce ne sont pas deux organisations complémentaires qu'il s'agit d'unir. Ce sont cinq ou six confédérations, sans compter les syndicats autonomes, qu'il faudrait fusionner, C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.G.C., C.N.T., C.S.I. Est-ce que j'en oublie? C'est fort possible.

Est-ce à dire que l'unité n'est pas souhaitable ? Nullement. Elle n'est pas possible, momentanément, voilà tout. Une organisation, la C.F.T.C., c'est-à-dire les chrétiens, a posé comme un principe la pluralité syndicale. Une autre, celle des Cadres, s'éloigne de plus en plus au nom de la hiérarchie. Quant à la C.N.T., ne voyant pas que la France ce n'est pas l'Espagne, elle se voue à un squelettique syndicalisme d'affinités, et condamne sans doute quelques centaines de bons militants à user leurs efforts inutilement. F.O. a raté son départ en voulant reconstituer purement et simplement la C.G.T. réformiste d'après la scission de 1922. Quant aux *Indépendants*, ceux qui ont rêvé que le rassemblement des syndicats libres se ferait autour de F.O., puis de la C.F.T.C., enfin autour de ces mystérieux *Indépendants*, on peut dire qu'ils courent après les illusions et les désillusions. Reste la C.G.T., qui a vendu son âme au diable. Ce n'est pas sa faute si la France n'a pas connu en décembre 1947 le sort de la Tchécoslovaquie. Elle est au service de l'État stalinien pour étendre le régime totalitaire qui écrase les ouvriers russes à tous les ouvriers européens. Ses dirigeants sont prêts à tout pour faciliter les entreprises de guerre de Staline et pour faire s'écrouler de l'intérieur les États bourgeois de France et d'Italie qui tiennent encore tant bien que mal. Croyant rester fidèles à la tradition révolutionnaire, les ouvriers qui suivent la C.G.T. travaillent en fait à réaliser un régime pareil à ceux établis par Mussolini et par Hitler, sinon pire. Certainement une grande part des éléments abusés aujourd'hui ouvriront les yeux un jour. Comptons sur les événements. Aidons-les en poursuivant inlassablement une critique non du communisme et du stalinisme, que la Russie ne connaît plus depuis longtemps, mais du régime stalinien.

Dans ces conditions, comment se présente aujourd'hui le problème de l'unité syndicale, de l'unité ouvrière? Il ne peut s'agir que d'une unité partielle.

Il y eut déjà avant la dernière scission de 1948 un projet d'unir l'aile droite de la C.G.T. (aujourd'hui F.O.), la *Confédération chrétienne* et la *Confédération des Cadres*. Il s'agissait en somme de faire ou

de refaire une C.G.T. fondamentalement réformiste. J'ai crainte que le vieux projet ne ressemble beaucoup à ce qu'on appelle aujourd'hui l'unité entre centrales libres. De là peut-être que cette promesse d'unité partielle soit aussi lente à prendre forme. Les composants futurs ne sont pas pressés. En outre, dans ce pays, on ne construit rien de solide sans esprit révolutionnaire.

Mais il faut que les révolutionnaires eux-mêmes comprennent ce qu'ils ont à faire. Ils pouvaient probablement, ceux qui appartenaient à F.O., donner une autre impulsion à cette organisation et créer chez elle une autre atmosphère. Ceux qui restent à la C.G.T. pourraient se manifester un peu plus; ils se doivent de ne pas aider la contre-révolution à passer pour la révolution. Comme se doivent ceux qui sont à F.O., à la C.F.T.C., aux Cadres, aux Indépendants, aux Autonomes, de ne pas permettre qu'un certain réformisme fasse la besogne de la bourgeoisie et du gouvernement au lieu de faire la tâche difficile qui incombe à la classe ouvrière.

La première tâche pour les révolutionnaires épars dans tous les champs du mouvement syndical français c'est de prendre contact entre eux, à quelque centrale qu'ils appartiennent, d'examiner en commun les grands problèmes de l'heure, pour défendre, dans leurs propres organisations, des solutions efficaces et plus ou moins proches; de ne pas regarder en spectateurs passifs les événements qui viennent, mais de se préparer à leur faire face et à les influencer. En ce qui concerne l'unité syndicale, partielle et en attendant qu'elle devienne complète, leur tâche ne consiste pas à rêver d'une Confédération révolutionnaire, mais à travailler en vue d'une Confédération englobant la classe ouvrière entière, les révolutionnaires s'y regardant comme le levain de la pâte.

L'enquête sur la grève générale.

Arrivons au troisième et dernier point de l'ordre du jour du Congrès de Montpellier. Pour constater qu'il ne fut pas discuté.

Il ne restait plus assez de temps. Le problème de l'unité ouvrière avait absorbé plusieurs journées. *«Le congrès, n'ayant plus que quelques heures à consacrer à son ordre du jour, ne peut donner au débat sur le lendemain de la grève générale l'ampleur nécessaire»*, déclara Bourchet dans une motion. Le congrès consacra ses dernières heures à discuter du droit de coalition et de l'organisation du prolétariat agricole.

Le problème du lendemain de la grève générale ne devait plus être inscrit à l'ordre du jour d'un Congrès confédéral. Celui d'Amiens en 1906, dans la charte du syndicalisme qu'il établit, heureusement lui consacra un paragraphe:

«...Cette besogne (l'œuvre revendicatrice quotidienne) n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale».

Le deuxième côté de l'œuvre du syndicalisme, avouons-le, fut négligé et sacrifié. Volontairement? Je ne le crois pas. Le syndicalisme courut au plus pressé, l'œuvre revendicatrice quotidienne. Peut-être aussi n'avait-il pas au fond le sentiment que la révolution fût aussi proche qu'on le disait dans les discours. On avait du temps devant soi. Peut-être montra-t-il un peu de timidité devant les grands problèmes du lendemain de la grève générale. D'où la méthode: à chaque jour sa tâche.

Mais quand on néglige une chose essentielle, toujours on le paye cher. Dans le dernier numéro de la *«R.P.»*, Rosmer rappelait, à propos de Bevan et de sa confiance dans le parlementarisme, des paroles de Robert Smilie, qu'on peut appeler historiques. En 1919, au cours d'une entrevue entre Lloyd George et les leaders de la *Triple Alliance ouvrière*, Smilie pour les mineurs, Williams pour les transports, Thomas pour les cheminots, le chef du gouvernement anglais leur avait déclaré: *«Si vous proclamez la grève, vous nous battrez... Mais en avez-vous pesé les conséquences? Si une force se dresse dans l'État, qui est plus forte que l'État lui-même, alors elle doit être prête à assurer la fonction de l'État. Messieurs, y avez-vous pensé, et êtes-vous prêts?»*. En sortant, Smilie aurait dit: *«Dès ce moment, nous étions battus et nous savions que nous étions battus»*.

La *Triple Alliance ouvrière*, et avec elle le puissant trade-unionisme anglais, était en effet battue. Parce que le mouvement syndical n'avait jamais réfléchi à cette échéance qui devait sonner un jour et qu'il ne s'était pas préparé à l'assumer. Même situation en France, où Clemenceau fit à une délégation de la C.G.T. des déclarations semblables à celles de Lloyd George.

Le syndicalisme ne s'était pas préparé aux responsabilités qui l'attendaient. Le parlementarisme socialiste n'était pas plus prêt, mais de sa part ce n'était pas étonnant. Le surprenant, c'est que le syndicalisme, qui se disait et se voulait révolutionnaire, se sentit non préparé et incapable à l'heure grave où la révolution frappait à la porte.

Ces cinquante années de mouvement syndical nous ont donné plusieurs grandes leçons dont il ne semble pas qu'on tienne assez compte. Si même on ne les néglige pas complètement.

La première, c'est la faillite de l'internationalisme en 1914. Deux guerres où elle a été impuissante ont rendu la classe ouvrière comme incrédule au pacifisme et à l'internationalisme. Devant la troisième, elle se demande si elle peut faire quoi que ce soit. Pourtant jamais les nations ne sont apparues comme aussi désuètes. Aucun problème ne peut se résoudre dans le cadre des nations. L'internationalisme est une nécessité historique de ce moment. C'est alors que de Moscou on fouette les nationalismes comme s'il était nécessaire de leur rendre un dernier sursaut d'énergie. Les vieux nationalistes attardés de tous les pays en bavent de surprise et d'admiration. On a honte de se dire pacifiste, comme si la vie humaine n'avait pas le moindre prix et si le problème essentiel n'était pas de créer un monde pour hommes et non pour bestiaux voués à l'abattoir. Au contraire, profitons du répit de la guerre froide et de sa crise prolongée pour rendre confiance et espoir à l'internationalisme prolétarien.

Une autre grande leçon, c'est la faillite du socialisme en Russie, après la *Révolution d'Octobre*. Le spectacle le plus affligeant, c'est celui qui est donné par les masses d'ouvriers de tous les pays qui se disent et se croient révolutionnaires alors qu'ils ne se demandent même pas quel est le sort fait à leurs frères, les ouvriers russes. Je me souviens de mon effarement devant un communiste d'opposition allemand, il y a dix ans déjà; le problème ouvrier russe ne se posait pas pour lui. Il était contre Staline pour une foule de raisons, mais pas pour celle-là, pourtant la première et l'essentielle.

Parmi les centaines de milliers, les millions d'hommes et de femmes qui ont quitté les partis communistes depuis vingt ans, combien l'ont fait parce que le socialisme en Russie c'est le bagne pour l'ouvrier et le paysan? J'en ai entendu peu invoquer cette raison capitale. Presque toujours on avance des raisons secondaires, quand on ne dit pas s'être cabré au nom de sentiments nationalistes blessés comme lors du pacte germano-russe.

Quant aux réactions des intellectuels comme Sartre, devant trente ans d'exploits staliniens, elles sont explicables par la fascination des pouvoirs forts sur ces hommes et par leur incapacité à voir directement la réalité. L'écran de l'imprimé les coupe des faits. Telle chose a été écrite, disent-ils. Ils ne voient pas que l'action a violé outrageusement écrits et paroles.

Nous demandons trop au mouvement syndical, paraît-il. Il est fatal, nous dit-on, qu'il s'installe dans le régime. Surtout en raison du poids que font peser sur lui fonctionnaires petits et grands et travailleurs des services publics. Ces éléments ne savent pas ou ne savent plus ce qu'est le capitalisme et ne comprennent pas la lutte contre le patronat et pour sa disparition. Ils ne pensent qu'à agencer le régime, non à le transformer. Pas de grands espoirs. Aucun besoin d'esprit critique. Une lente descente sans bruit dans la médiocrité.

«Avez-vous obtenu la réaction profonde que vous attendiez en dénonçant l'œuvre de corruption poursuivie dans les milieux syndicaux par l'officine Villiers-Bedes et ses pareilles?», m'a dit quelqu'un. Je lui ai répondu, avec plus d'assurance peut-être que je n'en avais réellement: «que la réaction était plus profonde et réelle qu'il ne semblait». J'en ai donné comme preuve: les mêmes gens qui trouvaient l'opération saine se hâtent, sinon de la balayer, au moins de la masquer et de la rendre invisible; l'hypocrisie n'est-elle pas en définitive un hommage à la vertu?

Dans la période actuelle, former des cadres de militants et étudier les problèmes qui se posent à

nous, problèmes d'aujourd'hui et problèmes de demain, c'est la grande tâche. A nous de reprendre avec l'expérience de cinquante années l'enquête sur le lendemain de la grève générale. Je sais bien qu'on multiplie les écoles pour former des militants et je trouve l'idée excellente. Qu'on n'oublie pas cependant qu'il ne faut pas se contenter de former de bons fonctionnaires syndicaux au courant de la législation sociale et de la situation économique, il faut éveiller ou maintenir en eux le sentiment de classe, de fidélité à la classe ouvrière, et l'ambition de travailler à l'émancipation de cette classe, la leur.

Sans ces deux sentiments, rien de grand ne peut être édifié. L'expérience de ces cinquante années de mouvement syndical en donne l'assurance. La commémoration du Congrès de Montpellier le rappellera opportunément.

Pierre MONATTE.
